



COUNCIL OF EUROPE CONSEIL DE L'EUROPE

COMMISSION EUROPEENNE POUR
L'EFFICACITE DE LA JUSTICE
(CEPEJ)

GRILLE-PILOTE
POUR
L'ÉVALUATION DES SYSTÈMES
JUDICIAIRES

GRILLE POUR L'ÉVALUATION DES SYSTÈMES JUDICIAIRES

Pays : BELGIQUE

Contact Nom: Jacques Matthys & Meryem DEMIR
E-mail:

.....

I. Généralités

1. Nombre d'habitants

Nombre: 10.309.725 Année de référence: 01-01-2002

Source: <http://www.belgium.be/>

<http://statbel.fgov.be> (Erreur ! Référence de lien hypertexte non valide. INS – SPF Économie, PME, Classes moyennes et Énergie)

2. Budget total annuel de l'Etat/des collectivités territoriales

Budget: Année de référence:

Source:

3. Salaire moyen brut annuel

Salaire: Année de référence:

Source:

II. Accès à la justice et à l'ensemble des tribunaux

II. A. Aide judiciaire/Coût de la justice

4. Budget public annuel consacré à l'aide judiciaire

Budget: 40.225.000,00 EUR

Année de référence: 2004

Source:

Loi du 22 décembre 2003 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2004; Section 12 – SPF Justice

5. Si possible, (pas disponible)

- budget public annuel consacré à l'aide judiciaire dans les affaires pénales

Budget: Année de référence:

Source:

Remarque : données non disponibles

- budget public annuel consacré à l'aide judiciaire dans les affaires autres que pénales

Budget: Année de référence:

Source:

.....

6. Nombre total d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire (en une année)

Nombre d'affaires: 60.074

Année de référence: 2002

Source:

SPF – Justice – Direction des Statistiques et des Moyens logistiques

7. Si possible,

- nombre total d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire dans le domaine pénal

Nombre d'affaires: 52

Année de référence: 2002

Source:

SPF – Justice – Direction des Statistiques et des Moyens logistiques

- nombre total d'affaires autres que pénales ayant bénéficié de l'aide judiciaire

Nombre d'affaires: 60.022

Année de référence: 2002

Source:

SPF – Justice – Direction des Statistiques et des Moyens logistiques

8. Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et biens du demandeur avant d'octroyer l'aide judiciaire ?

Oui / ~~Non~~

9. Si oui, quel est le revenu maximal permettant d'obtenir l'aide judiciaire

Revenu maximal: Année de référence:

10. Est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien-fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice)? Oui / Non

Si oui, la décision est prise par : - une instance interne au tribunal
- une instance extérieure au tribunal :
(Merci d'indiquer la réponse juste) - une instance mixte tribunal/ organe externe :
- autre :

Quels facteurs sont pris en considération ?

Facteurs:

11. Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe ou des frais pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun? Oui / Non

Si oui, cela concerne-t-il: - les affaires pénales Oui / Non
- les affaires autres que pénales Oui / Non

12. Votre pays dispose-t-il d'un système privé d'assurance de protection juridique pour les individus? Oui / Non

13. Est-ce que la décision peut porter sur la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés ? Oui / Non

Si oui, cela concerne-t-il : - les procédures pénales Oui / Non
- les procédures autres que pénales Oui / Non

14. Dans votre pays, est-ce que des études ont été réalisées sur le coût d'une affaire judiciaire: - pour le justiciable Oui / Non
- pour l'Etat Oui / Non

Merci d'indiquer, le cas échéant, les références des études publiées en 2002 ou 2003:

(Auteur/Instance)	(Titre)	(Type des courts ou des coût rapportee)
.....
.....
.....

II. B. Usagers des tribunaux et victimes

15. Existe-t-il un(des) site(s)/portails Internet (exemple : Ministère de la Justice, etc....) sur le(s)quel(s) le public a accès gratuitement:

- aux textes juridiques (exemple : codes, lois, règlements, etc...) ? Oui / Non

adresse(s) internet:

- à la jurisprudence des hautes juridictions Oui / Non

adresse(s) internet:

- à d'autres documents (par exemple formulaires) Oui / Non

adresse(s) internet:

Si oui, veuillez donner l'(les) adresse(s) internet.

16. Existe-t-il un système d'information générale public et gratuit pour informer et aider les victimes d'infraction? Oui / Non

Remarques:

17. Existe-il un système spécifique public, gratuit et personnalisé, géré par la police ou la justice, assurant la possibilité aux victimes d'infractions d'être informées des suites données aux plaintes qu'elles ont déposées? Oui / Non

Remarques:

18. Votre pays dispose-t-il d'un dispositif public d'indemnisation pour indemniser les victimes d'infractions? Oui / Non

Remarques:

19. Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes auprès des usagers ou des professions juridiques (juges, avocats, fonctionnaires, etc..) pour mesurer leur confiance dans la justice et leur degré de satisfaction par rapport au service rendu ? Oui / Non

Si oui, veuillez préciser: - enquêtes au niveau national Oui / Non

- enquêtes au niveau des tribunaux Oui / Non

20. Existe-t-il un dispositif national ou local permettant aux usagers de la justice de déposer une plainte sur un dysfonctionnement du système judiciaire (par exemple par le biais d'un Médiateur)? Oui / Non

Si oui, veuillez préciser:

- au niveau du tribunal / procédure interne Oui / Non

- au niveau du tribunal / procédure externe Oui / Non

- au niveau national / procédure interne Oui / Non
- au niveau national / procédure externe Oui / Non

Remarques

21. De manière générale, est-ce que les institutions qui reçoivent les plaintes ont une obligation de répondre et/ou de traiter la plainte dans un certain délai?

- délai limite pour répondre Oui / Non
- délai limite pour traiter la plainte Oui / Non

Remarques

III. Fonctionnement des tribunaux et efficacité de la justice

III. A. Fonctionnement

22. Nombre total de tribunaux

Nombre de tribunaux: 312 Année de référence: 2003

Source: [SPF – Justice – Direction des Statistiques et des Moyens logistiques](#)

23. Nombre de tribunaux de droit commun de 1^{ère} instance

Nombre de tribunaux: 27 Année de référence: 2003

Source: [SPF – Justice – Direction des Statistiques et des Moyens logistiques](#)

24. Nombre de tribunaux de 1^{ère} instance qui ne sont pas de droit commun
Précisez les différents domaines de spécialisation.

(domaines de spécialisation)	(nombre de tribunaux)
.....
.....
.....

25. Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction
(répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents)

Nombre de juges: Année de référence:

Source:

26. Nombre de juges non professionnels siégeant en juridiction
(répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents)

Nombre de juges: Année de référence:
Source:

Donnez des détails:

27. Nombre de personnel administratif non juge travaillant dans les tribunaux
(répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents)

Nombre de personnel: Année de référence:
Source:

28. Budget annuel alloué à l'ensemble des tribunaux

Budget: 664,1 millions EUR Année de référence: 2003
Source: SPF – Justice – Direction des Statistiques et des Moyens logistiques
Remarque : budget alloué à la DG Organisation judiciaire su SFP Justice

29. Budget annuel alloué au Ministère de la justice ou à l'institution (par exemple le Conseil supérieur judiciaire) responsable du fonctionnement des juridictions

Budget: Année de référence:
Source:

30. Est-ce que le budget en faveur de la justice a augmenté depuis 5 ans? Oui / ~~Non~~
Pouvez-vous donner des chiffres ?

Budget: 1000,1 millions EUR Année de référence: 1998
Budget: 1186,3 millions EUR Année de référence: 2003

Source : SPF – Justice – Direction des Statistiques et des Moyens logistiques

31. Quelle est l'institution formellement responsable de l'établissement du budget alloué aux tribunaux:

- Le ministère de la Justice (ou un équivalent) Oui / Non
- Le Gouvernement Oui / Non
- Le Parlement Oui / Non
- Le Conseil supérieur de la magistrature Oui / Non
- Les tribunaux Oui / Non

- Autre:

.....

32. Qui gère le budget des tribunaux?

- Président du tribunal Oui / Non

- Directeur administratif du tribunal Oui / Non

- Autre:

.....

33. Quelle est l'institution responsable de la fixation et de la programmation des audiences/sessions des tribunaux?

- en matière pénale: le tribunal / ministère public / avocat / autre:.....

- en matière autre que pénale: le tribunal / ministère public / avocat / autre:.....

III. B. Efficacité

REMARQUES PRÉALABLES

- a) Les chiffres indiqués proviennent des banques de données alimentées par les enregistrements des sections correctionnelles des parquets près les tribunaux de première instance. Les affaires traitées par les cours d'appel ne sont donc pas comptabilisées.
- b) Ces données ne concernent que les délits correctionnels dont les auteurs présumés sont des personnes majeures. Ni les délinquants mineurs d'âge, ni les affaires traitées par les sections des parquets de police ne sont pris en considération. Sur les 27 parquets correctionnels que compte la Belgique, seuls 26 procèdent à l'enregistrement de leurs dossiers dans le système informatique commun. Pour cette raison, le 27^{ème} parquet n'a pas pu être pris en considération.
- c) Les faits imputables à des mineurs d'âge sont traités par les sections 'jeunesse' des parquets près les tribunaux de première instance. Les analystes statistiques près les parquets généraux et le Collège des Procureurs généraux ne disposent pas des données nécessaires en ce qui concerne les mineurs.

34. Nombre total d'affaires pénales reçues par le procureur (en une année)

Nombre d'affaires: 906.023

Année de référence: 2002

Source:

Collège des procureurs généraux, analystes statistiques, "Statistique annuelle du ministère public, recherche et poursuite des affaires pénales par les parquets près les tribunaux de première instance 2002".

Remarque : Les affaires de police en première instance, ainsi que les affaires de la jeunesse, ne sont pas comprises dans ce total. Les appels des jugements des tribunaux de police font partie du total des affaires correctionnelles reçues par le procureur du Roi.

35. Nombre total d'affaires pénales classées sans suite par le procureur (en une année)

Nombre d'affaires: 719.522

Année de référence: 2002

Source:

Collège des procureurs généraux, analystes statistiques, "Statistique annuelle du ministère public, recherche et poursuite des affaires pénales par les parquets près les tribunaux de première instance 2002".

Remarque : Les affaires de police en première instance, ainsi que les affaires de la jeunesse, ne sont pas comprises dans ce total.

Merci d'indiquer, dans ce total, le nombre d'affaires classées sans suite parce que l'auteur de l'infraction n'a pas été identifié

Nombre d'affaires: 409.393

Année de référence: 2002

Source:

Collège des procureurs généraux, analystes statistiques, "Statistique annuelle du ministère public, recherche et poursuite des affaires pénales par les parquets près les tribunaux de première instance 2002".

Remarque : Les affaires de police en première instance, ainsi que les affaires de la jeunesse, ne sont pas comprises dans ce total.

36. Nombre total d'affaires pénales dont les poursuites se sont achevées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par l'autorité de poursuite (en une année)

Nombre d'affaires: 8.068

Année de référence: 2002

Source:

Collège des procureurs généraux, analystes statistiques, "Statistique annuelle du ministère public, recherche et poursuite des affaires pénales par les parquets près les tribunaux de première instance 2002".

Remarque : Les affaires de police en première instance, ainsi que les affaires de la jeunesse, ne sont pas comprises dans ce total. Le chiffre indiqué est la somme des affaires clôturées en 2002 par le paiement d'une transaction ou la réussite d'une médiation pénale.

37. Nombre total d'affaires pénales portées par le procureur devant les tribunaux (en une année)

Nombre d'affaires:

Année de référence:

Source:

38. Nombre total de nouvelles affaires portées devant les tribunaux concernant les vols avec violence (en une année)

Nombre d'affaires: 1.938

Année de référence: 2002

Source:

Parquets près les tribunaux de première instance.

Recueil et traitement des données : analystes statistiques près les parquets généraux et le Collège des Procureurs généraux.

Remarques : Les affaires de police en première instance, ainsi que les affaires de la jeunesse, ne sont pas comprises dans ce total. Le chiffre indiqué comprend les affaires fixées par citation directe ou par renvoi par la chambre du conseil. Les données des parquets correctionnels ne permettent pas d'extraire les tentatives de vol avec violence. **Les tentatives sont donc comprises dans le chiffre indiqué.**

39. Nombre total de décisions judiciaires concernant des vols avec violence (en une année).

Nombre de décisions:

Année de référence:

Source:

Indiquez si possible également:

Nombre de personnes condamnées:

pourcentage de personnes condamnées:

Nombre de personnes acquittées:

pourcentage de personnes acquittées:

40. Pourcentage de décisions judiciaires concernant des vols avec violences qui ont fait l'objet d'un recours devant une juridiction supérieure (en une année).

Pourcentage de décisions:

Année de référence:

Source:
.....

41. Nombre total de nouvelles affaires portées devant les tribunaux concernant des homicides volontaires (en une année).

Nombre d'affaires: 71 Année de référence: 2002

Source: Parquets près les tribunaux de première instance.
Recueil et traitement des données : analystes statistiques près les parquets généraux et le Collège des Procureurs généraux.

Remarques : Les affaires de police en première instance, ainsi que les affaires de la jeunesse, ne sont pas comprises dans ce total. Le chiffre indiqué comprend les affaires fixées par citation directe ou par renvoi par la chambre du conseil. **Les tentatives d'homicide ne sont pas comptabilisées dans ce chiffre.**

42. Nombre total de décisions judiciaires concernant des homicides volontaires (en une année).

Nombre de décisions: Année de référence:

Source:

Indiquez si possible également:

Nombre de personnes condamnées: pourcentage de personnes condamnées:
Nombre de personnes acquittées: pourcentage de personnes acquittées:

43. Pourcentage de décisions judiciaires concernant des homicides volontaires qui ont fait l'objet d'un recours devant une juridiction supérieure (en une année)

Pourcentage de décisions: Année de référence:

Source:

44. Nombre total de nouvelles affaires en matière civile et administrative portées devant les tribunaux (en une année)

Nombre d'affaires: 699.712 (pour les juridictions judiciaires) Année de référence: 2002

Source: SPF – Justice – Direction des Statistiques et des Moyens logistiques

45. Nombre total de décisions judiciaires en matière civile et administrative (en une année)

Nombre de décisions: 670.481 (pour les juridictions judiciaires) Année de référence: 2002

Source: SPF – Justice – Direction des Statistiques et des Moyens logistiques

46. Pourcentage de décisions judiciaires en matière civile et administratives qui ont fait l'objet d'un recours devant une juridiction supérieure (par an)

Pourcentage de décisions: 4,40 % Année de référence: 2002

Source: SPF – Justice – Direction des Statistiques et des Moyens logistiques

47. Nombre total de nouvelles affaires de divorce portées devant les tribunaux (en une année)

Nombre d'affaires: 31.065

Année de référence: 2002

Source: SPF – Justice – Direction des Statistiques et des Moyens logistiques

Remarque : sont comprises les séparations de corps accueillies par les tribunaux de première instance.

48. Nombre total de décisions judiciaires en matière de divorce (en une année)

Nombre de décisions: 42.472

Année de référence: 2002

Source: SPF – Justice – Direction des Statistiques et des Moyens logistiques

49. Pourcentage de décisions en matière de divorce qui ont fait l'objet d'un recours devant une juridiction supérieure (par an)

Pourcentage de décisions: 1,9 %

Année de référence: 2002

Source: SPF – Justice – Direction des Statistiques et des Moyens logistiques

50. Nombre total de nouvelles affaires concernant un licenciement portées devant les tribunaux (en une année)

Nombre d'affaires:

Année de référence:

Source:

Remarque : Les analystes statistiques ne disposent pas de données relatives aux matières de droit social.

51. Nombre total de décisions judiciaires en matière de licenciement (en une année)

Nombre de décisions:

Année de référence:

Source:

Remarque : Les analystes statistiques ne disposent pas de données relatives aux matières de droit social.

52. Nombre total de décisions judiciaires en matière de licenciement soumises à un recours devant une juridiction supérieure (en une année)

Nombre de décisions:

Année de référence:

Source:

Remarque : Les analystes statistiques ne disposent pas de données relatives aux matières de droit social.

IV. Utilisation des Technologies de l'Information au sein des tribunaux

53. Budget annuel pour les technologies de l'information alloué aux tribunaux (si possible en Euros)

Budget: 8.310.000,00 EUR sur l'article 12.04

Année de référence: 2002

7.255.000,00 EUR sur l'article 74.04

Budget: 11.152.000,00 EUR sur l'article 12.04
7.366.000,00 EUR sur l'article 74.04

Année de référence: 2004

Source: SPF – Justice – Service d'Encadrement ICT – Centre de traitement de l'information

54. Existe-t-il, de manière générale, des ordinateurs dans les juridictions de votre pays :
- pour les juges **Oui** / ~~Non~~
- pour le personnel non-juge travaillant dans le tribunal **Oui** / ~~Non~~

55. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux ? **Oui** / ~~Non~~

Si oui, veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution:

SPF Justice – Service de Logistique et Statistique – Boulevard de Waterloo 115 – 1000 Bruxelles – Belgique -
+32 2/542. 65. 11

56. Quels moyens sont offerts aux justiciables pour communiquer avec les tribunaux (choix multiple possible):

- téléphone **Oui** / ~~Non~~
- courrier **Oui** / ~~Non~~
- fax **Oui** / ~~Non~~
- e-mail **Oui** / ~~Non~~
- internet **Oui** / ~~Non~~

57. Existe-t-il la possibilité d'utiliser un formulaire électronique pour accomplir certaines formalités ? **Oui** / ~~Non~~

V. Le procès équitable

58. Pourcentage de jugements contradictoires en matière pénale en première instance

Pourcentage de jugements: Année de référence:
Source:

59. Existe-t-il un droit à un interprète pour toute personne relevant de votre juridiction qui ne comprend pas ou ne parle pas la langue employée à l'audience? **Oui** / ~~Non~~

60. Existe-t-il un recours effectif devant la juridiction supérieure pour toute affaire? **Oui** / ~~Non~~

61. Toute condamnation à une peine d'emprisonnement ferme fait-elle l'objet d'une décision dûment motivée? Oui / Non

62. Durée moyenne, en jours, des affaires concernant un vol avec violence depuis l'engagement formel des poursuites jusqu'au jugement de première instance

Durée moyenne: 244 jours

Année de référence: 2002 (année du jugement)

Source:

Parquets près les tribunaux de première instance.

Recueil et traitement des données : analystes statistiques près les parquets généraux et le Collège des Procureurs généraux.

Remarques : Les affaires de police en première instance, ainsi que les affaires de la jeunesse, ne sont pas comprises dans ce total. La durée moyenne est calculée sur le nombre de jours écoulés entre d'une part la citation directe ou l'ordonnance de la chambre du conseil renvoyant l'affaire devant le tribunal correctionnel et, d'autre part, la date prévue pour le prononcé du jugement.

63. Durée moyenne, en jours, des affaires concernant un vol avec violence depuis le début des poursuites jusqu'au jugement d'appel

Durée moyenne: jours

Année de référence:

Source:

Remarque : Les analystes statistiques ne disposent pas de données détaillées au niveau des préventions en ce qui concerne les arrêts des cours d'appel.

64. Durée moyenne, en jours, des affaires concernant un divorce depuis l'introduction de la demande jusqu'au jugement de première instance

Durée moyenne: jours

Année de référence:

Source:

Remarque : Les analystes statistiques ne disposent pas de données relatives aux matières civiles.

65. Durée moyenne, en jours, des affaires concernant un divorce depuis l'introduction de la demande jusqu'au jugement d'appel

Durée moyenne: jours

Année de référence:

Source:

Remarque : Les analystes statistiques ne disposent pas de données relatives aux matières civiles.

66. Durée moyenne, en jours, des affaires concernant un licenciement depuis le dépôt de la demande jusqu'au jugement de première instance

Durée moyenne: jours

Année de référence:

Source:

Remarque : Les analystes statistiques ne disposent pas de données relatives aux matières de droit social.

67. Durée moyenne, en jours, des affaires concernant un licenciement depuis le dépôt de la demande jusqu'au jugement d'appel

Durée moyenne: jours

Année de référence:

Source:

.....

Remarque : Les analystes statistiques ne disposent pas de données relatives aux matières de droit social.

68. Le stock d'affaires en attente dans les tribunaux est-il mesuré sur une base régulière ?
Oui / Non

69. Existe-t-il un mécanisme dans votre pays permettant d'analyser les temps d'attente pendant la procédure judiciaire ? Oui / Non

Si oui, veuillez spécifier:

.....

VI. Juges

70. Salaire annuel brut d'un juge professionnel de 1^{ère} instance au début de sa carrière

Salaire annuel: Année de référence:
Source:

71. Salaire annuel brut d'un juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours

Salaire annuel: Année de référence:
Source:

72. Un juge peut-il cumuler son travail avec d'autres professions (par exemple comme professeur d'université, arbitre, consultant)? Oui / Non

Si oui, veuillez spécifier:

73. Les juges sont-ils recrutés et nommés par une instance indépendante? Oui / Non

(Si oui), qui sont représentés dans cette instance :

- les membres du judiciaire? Oui / Non
- des membres extérieurs au corps judiciaire? Oui / Non
- un mixte des deux solutions précédentes? Oui / Non

La sélection des juges est-elle réalisée conformément à des procédures préétablies? Oui / Non

74. Existe-t-il un système de formation initiale et continue pour les juges?

Non / Oui, pas obligatoire / Oui, obligatoire

Quel est le pourcentage de juges ayant suivi en moyenne chaque année une action de formation permanente?

Pourcentage de juges: Année de référence:
Source:

75. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle des juridictions, autre que les voies de recours? Oui / Non

Si oui, veuillez spécifier:

76. Votre pays connaît-il un système de juges temporaires? Oui / Non

Si oui, ces juges temporaires sont-ils payés sur la base de leur activité? Oui / Non

Si oui, veuillez spécifier:
.....

77. Nombre annuel de procédures disciplinaires intentées à l'encontre des juges.

Nombre annuel: Année de référence:
Source:

78. Nombre annuel de sanctions prononcées à l'encontre des juges.

Nombre annuel: Année de référence:
Source:

VII. Ministère public

79. Budget annuel du ministère public

Budget annuel: Année de référence:
Source:

80. Nombre de membres professionnels du ministère public (en équivalent temps plein)

Nombre de membres: Année de référence:
Source:

81. Salaire annuel brut d'un procureur au début de sa carrière

Salaire annuel: Année de référence:
Source:

82. Salaire brut annuel d'un procureur auprès de la Cour suprême ou d'une Cour équivalente

Salaire annuel: Année de référence:
Source:

83. Un procureur peut-il cumuler son travail avec d'autres professions? Oui / Non

Si oui, veuillez spécifier:

84. Les procureurs sont-ils recrutés et nommés par une instance indépendante? Oui / Non

Si oui, sont représentés au sein de cette institution :

- les membres du parquet? Oui / Non
- des membres extérieurs? Oui / Non
- un mixte des deux solutions précédentes? Oui / Non

La sélection et la nomination des procureurs s'effectue-t-elle selon des procédures? Oui / Non

85. Existe-t-il un système de formation initiale et continue pour les procureurs?

Non / Oui, pas obligatoire / Oui, obligatoire

Quel est le pourcentage de procureurs ayant suivi en moyenne chaque année une action de formation permanente ?

Pourcentage de procureurs: Année de référence:
Source:

86. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle des procureurs? Oui / Non

Si oui, veuillez spécifier:

87. Nombre annuel de procédures disciplinaires intentées à l'encontre des procureurs

Nombre annuel: Année de référence:
Source:

88. Nombre annuel de sanctions prononcées à l'encontre des procureurs

Nombre annuel: Année de référence:
Source:

VIII. Avocats

89. Nombre d'avocats exerçant dans votre pays

Nombre: Année de référence:
Source:

90. Existe-t-il un barreau national? Oui / Non

91. Est-ce que des normes de qualité ont été formulées pour les avocats? Oui / Non

Si oui, qui est responsable de la formulation de ces normes de qualité:

- le Barreau Oui / Non
- le législateur Oui / Non
- autre Oui / Non

92. Existe-t-il la possibilité d'intenter une procédure disciplinaire à l'encontre des avocats? Oui / Non

93. Nombre annuel de procédures disciplinaires intentées à l'encontre des avocats

Nombre annuel: Année de référence:
Source:

94. Nombre annuel de sanctions prononcées à l'encontre des avocats

Nombre annuel: Année de référence:
Source:

95. Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte sur la prestation de l'avocat? Oui / Non

Si oui, veuillez spécifier:

96. Quel est la rémunération versée à un avocat par l'Etat au titre de l'aide judiciaire dans le cas d'un divorce en première instance ?

Rémunération : Année de référence:
Source:

IX. Médiateurs et procédures de médiation

97. Nombre de personnes enregistrées comme médiateurs ?

Nombre: Année de référence:
Source:

98. Quel est le budget public alloué pour la médiation?

Budget annuel: Année de référence:
Source:

99. Nombre d'affaires introduites en matière de médiation (en une année)

Nombre annuel: Année de référence:
Source:

100. Nombre d'affaires résolues par le biais de la médiation (par an)?

Nombre annuel: 1.805 Année de référence: 2002
Source: [SPF – Justice – Direction des Statistiques et des Moyens logistiques](#)

Si possible, veuillez spécifier:

- Nombre d'affaires en matière pénale?
- Nombre d'affaires en matière autre que pénale?

101. Quels sont les domaines pour lesquels la médiation est la plus pratiquée et fonctionne le mieux dans votre pays ?

- en matière pénale ? Oui / Non
- en matière autre que pénale ? Oui / Non

Année de référence:
.....

Source:
.....

X. Agents d'exécution et exécution des décisions de justice

102. Nombre et types d'agents d'exécution

- en matière pénale:

(type)	(nombre)	(année de référence)	(source)
huissiers de justice	522	2002	Code d'instruction criminelle
	521	2004	Cinquième partie du Code judiciaire

- en matière autre que pénale:

huissiers de justice	522	2002	Cinquième partie du Code judiciaire
	521	2004	

103. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution?

oui

Si oui, veuillez spécifier:

- Instances disciplinaires;
- Ministère Public;
- Juge des Saisies.

104. Nombre annuel de procédures disciplinaires intentées à l'encontre des agents d'exécution

Nombre annuel: 64 Année de référence: 2002

Source:

Code judiciaire – centralisation par la Chambre nationale des huissiers de justice (sans tenir compte des plaintes qui arrivent directement auprès des chambres d'arrondissement).

105. Nombre annuel de sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution

Nombre annuel: 8 Année de référence: 2002

Source: Code judiciaire – centralisation par la chambre nationale des huissiers de justice

106. Existe-t-il la possibilité de se plaindre sur la prestation de l'agent d'exécution? Oui

Si oui, veuillez spécifier:

Auprès des instances disciplinaires; auprès du Ministère Public; auprès du Juge des Saisies

107. Le tribunal joue-t-il un rôle dans l'exécution des décisions de justice ? Oui, indirectement

Si oui, veuillez spécifier:

Le Juge des Saisies peut prendre connaissance de toute difficulté d'exécution.

108. Les tribunaux ont-ils le pouvoir de prendre des décisions à l'encontre des pouvoirs publics ?

Oui

Les tribunaux sont-ils impliqués dans l' exécution des décisions prononcées à l'encontre des pouvoirs publics ?

Oui, indirectement.
